



Mondialisation.ca  
Centre de recherche sur la mondialisation

English  
italien    español  
srpski    portugês  
العربية    Deutsch

www.mondialisation.ca    Concernant le CRM    Contact    Devenez membre    Magasin en ligne

Le 15 mai 2012    Yémen: Attentat déjoué ou propagande ratée?



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Énergie
- Pauvreté et inégalités sociales
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au terrorisme
- Droits humains et libertés
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives  
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web  
GlobalResearchTV  


## Le président Hollande veut une Europe fédérale : le piège du « pacte de croissance »

par **Éric Granger**



Mondialisation.ca, Le 12 mai 2012  
Le décodeur

 Envoyer cet article à un(e) ami(e)  
 Imprimer cet article

0	↑ submit ↓	71	5
		 Share	 Tweet

**Les jeunes Français, qui ont célébré dans l'euphorie à la Bastille lors de l'élection du nouveau président François Hollande, ont cru à tort que les choses allaient changer, que « le changement c'était maintenant ». Dans une démonstration quasi-hystérique de joie, les Français présents à la Bastille ont cru que c'était la fin de l'austérité et le début d'une croissance économique pour la France. Ils se sont fait avoir.**



Dans son programme, le candidat Hollande avait inscrit qu'il allait proposer à ses partenaires européens un « mémorandum détaillé proposant un Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance pour modifier et compléter le Traité de stabilité et réorienter la construction européenne vers la croissance ». Les mots qu'il faut retenir ici sont « modifier » et « compléter ». Il n'y a aucune annulation de ce traité de mesures d'austérité de prévu, on ne demandera que d'ajouter un « volet croissance » afin de le « compléter ».

Donc, la question à se poser est : quelle est la nature de ce « Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance ». La réponse n'est pas venue du nouveau Président Hollande lui-même, mais plutôt de Pascal Lamy (Directeur de l'Organisation mondiale du commerce) et de Jacques Attali (ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

Dans un article publié dans le Monde, signé par Attali et Lamy et intitulé « Construisons une Europe de la relance ! », les auteurs plaident pour une fédéralisation de l'Europe : c'est-à-dire de faire de l'Europe une entité politique et économique supranationale au détriment de la souveraineté nationale de la France. Les propositions pour « rétablir la croissance » sont celles-ci : créer un Trésor européen et créer des euro-obligations financées par un impôt européen qui prendrait la forme d'une taxe

carbone payée par tous les Européens et d'une taxe sur les transactions financières.

Si on lit le programme de François Hollande, c'est exactement ce qu'on y trouve : « Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Je proposerai de créer des euro-obligations. » Donc, il ne fait aucun doute que le « Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance » est en fait le Pacte Attali-Lamy.

Il faut noter qu'au niveau européen Nicholas Sarkozy avait exactement le même programme et il aurait lui aussi, sans l'ombre d'un doute, suivi les conseils de Lamy et Attali.

### Le piège de la taxe carbone et de la taxe sur les transactions financières

La légitimité de la taxe carbone ne repose que sur le prétexte que l'activité humaine est responsable d'un réchauffement climatique planétaire à travers ses émissions de CO2. Que l'on croit ou non à la véracité scientifique de ce prétexte, il est fort peu probable qu'une taxe carbone changerait quoi que ce soit aux températures enregistrées sur la Terre. Cette taxe, qui serait appliquée à toute les facettes de la vie humaine (car le carbone est une base de la vie sur Terre), ne serait payée que par le contribuable européen. Il ne s'agit en fait que d'une taxe parmi tant d'autres, mais qui est justifiée par un prétexte environnemental pour faire vibrer la corde sensible de tous ceux qui veulent préserver l'environnement. En somme, le discours social répandu est : si tu es contre la taxe carbone, tu es un destructeur de l'environnement. Ce qui est un faux discours qui n'a aucune véracité. Il faut aussi rappeler que la taxe carbone n'est pas une initiative populaire, mais plutôt une initiative inventée par des banquiers comme ceux du [Fond monétaire international](#). Il va de soi qu'une taxe carbone appliquée à l'échelle européenne (voire mondiale) viendrait diminuer davantage le pouvoir d'achat des habitants de tous les pays d'Europe et augmenterait leur fardeau fiscal qui est déjà très lourd. Il est aussi à noter que Lamy et Attali [ne mentionnent pas](#) que cette taxe servira à baisser la température globale de la Terre, mais servira plutôt en renflouer les coffres de l'Union européenne.

Quant à la taxe sur les transactions financières, elle plait bien sûr à tous ceux qui voudraient se venger des banques qui sont responsables de la crise économique actuelle. « Aux banques de payer! », crient les défenseurs de cette taxe. Encore là, il s'agit d'un piège. Premièrement, les banques internationales telles le FMI, la Banque mondiale ou la Banque des règlements internationaux ne seront pas touchées par cette taxe. En fait, ce ne sont que les plus petites institutions financières au niveau national qui auront à payer cette taxe. De plus, il est fort probable que le paiement de cette taxe sera transmise à monsieur et madame tout le monde. [Si l'on en croit les dires](#) du Directeur du Département des finances publiques du FMI, Carlo Cottarelli : « Une taxe sur les transactions financières ne vise pas à réduire le risque systémique et ne permet pas de taxer efficacement les rentes du secteur financier — la charge risque fort d'être répercutée sur le consommateur ordinaire. » Vous aurez été avertis.

### Jacques Attali, promoteur du gouvernement mondial



Attali (à gauche), François Hollande et Ségolène Royal (au centre), Mitterrand (à droite) en 1981.

Selon [ce qu'on peut lire](#) dans les journaux en France, Jacques Attali (ainsi que Pascal Lamy) serait « proche de François Hollande ». En effet, [dans une chronique publiée dans l'Express](#), Attali raconte que François Hollande « débarqua dans mon bureau en octobre 1980, avec sa compagne Ségolène Royal, et me proposa ses services pour travailler à la campagne de François Mitterrand ». Attali profite de cette chronique pour encenser le nouveau président élu, faisant une liste de toutes ses qualités et aucun de ses défauts. Il révèle également le véritable objectif, la priorité des priorités de Hollande comme président : la création d'une Europe fédérale. Il écrit : « A l'école de François Mitterrand, il a appris que rien n'est plus important que la justice sociale et l'Europe. Mais que, s'il faut choisir entre les deux objectifs, il faut privilégier l'Europe ». On ne peut être plus clair que ça ! La justice sociale passe en deuxième !

La création d'une entité politique supranationale que serait les Etats-Unis d'Europe est une étape vers la création d'un autre : le gouvernement mondial. Jacques Attali est probablement le plus grand promoteur de ce gouvernement mondial, il est un des seuls à en faire la demande [sur toutes les tribunes](#) qu'on lui offre. Dans son livre « [Demain, qui gouvernera le monde ?](#) », Attali défend ce point de vue et ose même dire que ce « gouvernement existera un jour. Après un désastre, ou à sa place ». Des mots qui font présager le pire...

Il n'y a donc plus de doutes sur les véritables objectifs du gouvernement de François Hollande. D'abord, accentuer l'intégration politique et économique de l'Europe, voire créer le super-gouvernement des Etats-Unis d'Europe. Puis, à plus long terme, travailler à l'avènement d'un gouvernement mondial, ou comme Nicholas Sarkozy aimait le dire pendant sa dernière campagne

électorale : aller vers un Nouvel ordre mondial.

La majorité des Français qui ont cru, en passant simplement de l'UMP au Parti socialiste, que la France était sauvée, ces derniers seront amèrement déçus dans les prochaines années. Dire que certains vous avaient avertis et vous ne les avez pas écouté.

*Éric Granger est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Éric Granger publiés par Mondialisation.ca*



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

[www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

© Droits d'auteurs Éric Granger, [Le décodeur](#), 2012

L'adresse url de cet article est: [www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30819](http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30819)

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca  
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009